

LE GRAND TÉMOIN

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTILLE BAYART @BertilleBayart

Le prévisionniste Christophe Barraud, chef économiste chez Market Securities, évalue l'impact de la guerre d'Ukraine sur l'économie mondiale.

LE FIGARO. - Quel impact faut-il attendre de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale ?
Christophe BARRAUD. - L'économie mondiale est confrontée en ce début d'année 2022 à un empilement de crises. Crise sanitaire, avec la vague Omicron qui, après l'Europe et les États-Unis, déferle sur l'Asie, et sur la Chine et Hongkong en particulier. Crise inflationniste, qui s'amplifie aux États-Unis et va commencer maintenant à affecter la consommation des ménages. Crise russo-ukrainienne, enfin. La guerre, les sanctions et les contre-sanctions aggravent les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement et les tensions dans le domaine de l'énergie et de l'alimentation. Ces trois crises s'entrelient les unes et les autres et vont provoquer un choc majeur sur la croissance mondiale. L'OCDE l'estime à environ un point de PIB. Je suis un peu plus pessimiste. La croissance mondiale, de 5,9 % en 2021 (FMI) sera au mieux proche de 3 % en 2022.

À quel point la Chine est-elle en train de ralentir ?

Le ralentissement prend depuis deux semaines une énorme ampleur. Les mesures sanitaires touchent maintenant des zones géographiques qui pèsent 70 % du PIB chinois. La seule région du Guangdong représente 10 % du PIB et 23 % des exportations. L'impact se mesure déjà aux embouteillages qui se reforment à l'entrée des ports, au trafic aérien domestique en baisse de 73 % par rapport à l'an dernier, au taux d'occupation de l'hôtellerie, tombé à 40 % contre 60 % il y a un an... Le groupe de restauration Yum Brands estime que l'activité a chuté de 20 % pendant la première quinzaine de mars. La crise de l'immobilier est violente : les prix du neuf enregistrent leur sixième mois consécutif de baisse. Même si les autorités relâchent un peu les mesures sanitaires, l'objectif de Pékin - une croissance de 5,5 % en 2022 -

Christophe Barraud, prévisionniste, analyse l'effet de la guerre d'Ukraine, concomitante de la crise sanitaire et du choc d'inflation.

« Un choc majeur sur la croissance mondiale »

va être très difficile à tenir. Cela ne sera possible qu'à deux conditions : un soutien fiscal et monétaire massif et un cessez-le-feu rapide en Ukraine. En vue de sa réélection à l'automne, Xi Jinping est déterminé à l'atteindre. Il exercera une forte pression diplomatique sur Moscou, et une politique de relance économique est prévisible à partir du deuxième trimestre. Ce qui implique que la demande chinoise de matières premières va augmenter. Ce phénomène-là n'est pas encore dans les cours.

La crise agroalimentaire s'annonce majeure...

Tous les chaînons de la production et de la distribution sont exposés à des hausses de coût qui seront répercutées sur les consommateurs. Les pays émergents vont vivre des

tensions sociales fortes. L'Égypte, l'Argentine, la Turquie seront fortement affectées par la combinaison de l'inflation des prix du baril et du blé. Mais cela a pour effet qu'un pays comme la Turquie, qui, comme la Chine, a encore un canal diplomatique ouvert avec Moscou, s'impliquera activement dans les négociations parce qu'elle ne pourra pas se permettre que cette guerre dure trop longtemps. De façon générale, je bâtis mes scénarios sur l'hypothèse d'un cessez-le-feu - ce qui ne veut pas dire la paix, ni la fin des sanctions - vers la mi-avril.

L'Europe sera-t-elle la zone la plus affectée par la guerre à ses portes ?
L'impact dépendra des décisions qui seront prises sur le pétrole et le gaz russes. Se passer du second ne paraît pas réaliste. Les interroga-

tions se concentrent sur le pétrole, qui représente beaucoup plus de recettes que le gaz pour la Russie. Une taxe sur le pétrole paraît plus envisageable qu'un embargo. Les stocks mondiaux sont bas, les capacités supplémentaires sont limitées - seul l'Iran représente un volume potentiel significatif. Dans ce marché hypertendu, le moindre choc peut provoquer une explosion des prix. Je ne me place pas dans l'hypothèse d'un scénario noir, dans lequel ce serait la Russie qui couperait les robinets.

Mais le facteur déterminant pour l'Europe, c'est le comportement de l'Allemagne. Elle est entrée en récession au quatrième trimestre 2021. Et les trois crises actuelles vont peser sur elle et donc sur toute la zone euro. La question énergétique est particulièrement puissante

outre-Rhin. Les problèmes d'approvisionnement de son industrie (semi-conducteurs, chaîne logistique...), en particulier de son industrie automobile, s'aggravent et seront durables. La récession en Allemagne va donc durer plus longtemps que prévu.

Dans quelle mesure la croissance française est-elle menacée ?

La France résiste mieux. Malgré la vague Omicron, le premier trimestre a été très bon. Les taux d'occupation de l'hôtellerie sont par exemple, selon MKG, maintenant proches des niveaux de 2019. La France a un moindre niveau de dépendance énergétique et un acquis de croissance significatif. Sur l'année, la croissance devrait donc être inférieure mais proche de 3 %. C'est un résultat qui témoigne d'une belle capacité de résilience, mais qui est aussi coûteux en termes de dépenses publiques.

L'inflation en Europe est-elle comparable à ce qui se passe aux États-Unis ?

Non. L'inflation en Europe sera certes supérieure à ce que beaucoup anticipent à cause de la hausse des prix de l'alimentation. En France, par exemple, je pense qu'elle sera supérieure à 4 % cette année. La Banque centrale européenne va donc engager un mouvement très progressif de relèvement de ses taux. Aux États-Unis, le problème est complètement différent. Les discours sur son caractère transitoire sont passés à la trappe : l'inflation est la seule priorité. Tout sera fait avant les élections de mi-mandat pour s'y attaquer, y compris par la Réserve fédérale, dont l'indépendance est une vue de l'esprit. Si la Fed peut relever deux fois ses taux de 50 points de base d'ici juin, elle le fera, quitte à prendre le risque de « crasher » l'économie. De toute façon, tous les indicateurs (confiance des consommateurs, inversion de la pente des taux) signalent une probabilité de récession de plus de 50 %. Aux États-Unis, la boucle prix-salaire est déjà là. Les deux premiers déciles de la population américaine sont aujourd'hui frappés par l'inflation des prix de l'énergie et des prix alimentaires, et surtout par la hausse insupportable des loyers. L'urgence est politique. ■

CHRISTOPHE BARRAUD

CHEF ÉCONOMISTE
CHEZ MARKET SECURITIES

Àux États-Unis, l'inflation est la seule priorité. Tout sera fait avant les élections de mi-mandat pour s'y attaquer, y compris par la Réserve fédérale, dont l'indépendance est une vue de l'esprit

CHRISTOPHE BARRAUD

Bio EXPRESS

2009

Diplôme d'un master en finance à Paris Dauphine, il rejoint Dexia Securities France comme assistant économiste.

2011

Chef économiste stratège chez Market Securities.

2012

Doctorat en économie financière à Paris Dauphine.

2021

Numéro 2 au classement des prévisionnistes par Bloomberg sur les statistiques américaines (n° 1 en 2012-2020), zone euro (n° 1 en 2015-2019) et chinoises (n° 1 en 2017-2020).



LES DÉCIDEURS

PAR Carole Bellemare

www.lefigaro.fr/decideurs

CHARLES EDELSTENNE Groupe industriel Marcel Dassault

La famille Dassault, réunie en conseil de surveillance du groupe, a décidé, à l'unanimité, de réviser les statuts du Groupe industriel Marcel Dassault (propriétaire du Figaro), permettant la prolongation du mandat de son président, Charles Edelstenne, jusqu'au premier trimestre 2025.

JÉRÔME TERPEREAU BPCE

Réuni sous la présidence de Thierry Cahn, le conseil de surveillance du groupe bancaire a approuvé sur proposition de Laurent Mignon, président du directoire, la nomination du patron de la Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes comme « M. Banque de proximité et Assurance » et membre du directoire de BPCE.

TEWOLDE GEBREMARIAM Ethiopian Airlines

Suivant un traitement médical aux États-Unis depuis six mois, l'homme des succès de la compagnie depuis onze ans a demandé une retraite anticipée.



Emmanuel Besnier reprend la main chez le géant mondial Lactalis

À 51 ans, et depuis vingt ans aux commandes, le président du directoire de Lactalis redouble d'énergie. Et s'implique de plus belle dans la marche opérationnelle de son groupe. Exit le directeur général arrivé il y a dix-huit mois du groupe Metro. Philippe Palazzi, qui a fait ses valises en février, ne sera pas remplacé. L'option du casting externe n'était d'ailleurs pas la meilleure pour Emmanuel Besnier, habitué depuis toujours à faire monter des fidèles à ses côtés. C'est le schéma qu'il choisit de reprendre aujourd'hui. Alors qu'à compter du 1^{er} avril il chapeautera directement les directions affaires juridiques, audit, acquisitions, finances, communication, relations extérieures, qualité et RSE, le patron du géant laitier et fromager (Lactel, Président, Lepetit, Leerdammer...) crée une direction générale des opérations qu'il confie à un homme de confiance ayant fait ses preuves en interne : Thierry Clément, jusque-là « M. Europe du Sud ».

S'il n'hérite pas du titre de DG stricto sensu, un large portefeuille est dévolu à ce fidèle qui s'impose dès lors comme numéro 2 dans un fauteuil reconfiguré. Lui sont confiés : les zones géographiques, l'industriel, le contrôle de gestion et la performance, les achats, la logistique, les systèmes d'information, la collecte du lait, le

marketing, le commercial, les ressources humaines. Thierry Clément a intégré le groupe en 2007 comme directeur industriel chez Lactalis Nestlé Produits frais. Il a été directeur des ressources humaines avant de prendre en 2015 la direction générale de la marque phare Lactel. Responsabilités à l'international ensuite, il se voyait confier les commandes de l'Amérique du Nord, où l'acquisition d'une partie des fromages de Kraft Heinz en septembre 2020 a permis au géant tricolore de doubler de taille. C'est l'année suivante que Thierry Clément avait pris les rênes de l'Europe du Sud, pilotant l'Italie, où le groupe est leader, et l'Espagne.

Une croissance ambitieuse

En reprenant la main chez Lactalis, Emmanuel Besnier, héritier avec son frère et sa sœur de l'empire familial, entend poursuivre une croissance ambitieuse pour le groupe passé sous sa houlette de 4 à 25 milliards de chiffre d'affaires. En pilotant aussi au plus près ses enjeux de transformation et la RSE. Pour l'heure, sorti de sa discrétion légendaire, ce père de trois enfants, grand amateur de fromages et fervent défenseur des produits laitiers, est sur tous les fronts avec de gros dossiers : maintien des activités en Ukraine, rouverture des négociations avec les distributeurs, intégration des activités américaines... C. B.

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR

Saint-Gobain



Le conseil proposera à l'assemblée générale du 2 juin la reconduction de l'ancien PDG comme président du conseil d'administration. Un mandat que l'Essec et énarque de 63 ans n'exercera encore que deux ans (et non quatre) selon son souhait. Par ailleurs, deux nouveaux administrateurs indépendants siègeront à ses côtés : Lina Ghotmeh, 42 ans, architecte franco-libanaise, et Thierry Delaporte, 54 ans, DG de Wipro limited. Le conseil de Saint-Gobain sera ainsi l'un des rares du CAC 40 à comporter 50 % de femmes et 75 % d'administrateurs indépendants.

XAVIER LEPINE

Paris-Île-de-France
Capitale économique



Une casquette de plus pour l'ancien patron du groupe de gestion d'actifs La Française. Senior advisor chez Rothschild & Co depuis 2020 et président de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière, Xavier Lepine est élu président de l'association fédérant une centaine de grandes entreprises. Il siège aussi à la commission pour la relance durable de la construction de logements présidée par François Rebsamen.